

# ACCÈS AUX SOINS DE 1<sup>RE</sup> LIGNE

## LA RECHERCHE DE VÉRITABLES SOLUTIONS

À l'occasion du passage de la FMOQ à la commission parlementaire sur le projet de loi n° 11, le Dr Sylvain Dion et moi-même avons livré, au nom des 10 000 médecins de famille du Québec, un message on ne peut plus clair au gouvernement : nous ne servirons pas de boucs émissaires pour les ratés systémiques du réseau de la santé, nous n'accepterons jamais l'intimidation comme mode de gestion et nous sommes contre un projet de loi néfaste pour la profession médicale. Bref, notre intégrité, notre dignité et notre autonomie sont fondamentales !

Dans sa forme actuelle, non seulement cette pièce législative n'offre absolument aucune piste de solution pour améliorer l'accessibilité aux soins de première ligne, mais elle pourrait en plus ouvrir toute grande la porte à l'utilisation des renseignements personnels des médecins à des fins de surveillance. Nous nous y sommes toujours opposés avec vigueur et nous continuerons de le faire.

Cela dit, nous ne sommes pas contre la vertu. Bien entendu, la FMOQ est en faveur du recours à des outils d'analyse et à des données dépersonnalisées. Toutefois, des garanties claires et explicites doivent être offertes, comme celles de la lettre d'entente n° 364, afin d'empêcher toute forme d'intrusion dans l'autonomie professionnelle des médecins.

### EN MODE SOLUTION

Aujourd'hui, comme dans les derniers mois, nous demeurons en mode solution dans l'intérêt de la population, indépendamment d'un quelconque objectif électoral. Bien que les médecins de famille ne soient ni la cause des ratés du système ni l'unique solution, ils font partie de la solution pour améliorer l'accès et veulent participer à sa mise en œuvre. Cependant, compte tenu de la pénurie actuelle d'environ 1000 médecins de famille au Québec et des limites individuelles bien souvent déjà atteintes, voire parfois même dépassées, de nouvelles façons de faire doivent émerger.

Voilà pourquoi la Fédération a fait siennes plusieurs propositions novatrices, notamment en prônant la mise en place à la grandeur du Québec de guichets d'accès à la première ligne (GAP). Cette idée a d'ailleurs été reprise par de nombreux acteurs du réseau de la santé ayant témoigné en commission parlementaire la semaine dernière.

Le déploiement de tels guichets dans chaque région permettrait entre autres à d'autres professionnels de la santé (infirmières, psychologues, travailleurs sociaux, physiothérapeutes, pharmaciens, etc.) de devenir la porte d'entrée du système de soins et de diminuer ainsi la surcharge des médecins de famille.

L'avenir est là : le bon professionnel pour le bon patient au bon moment ! Il faudrait aussi une prise en charge de groupe (et pas seulement individuelle et reposant sur les épaules du seul médecin de famille), comme nous le proposons depuis des mois, une pérennisation de la téléconsultation, un accroissement des conseils numériques et un allègement de la charge administrative des médecins. Nous aurions alors réellement des conditions gagnantes pour améliorer l'accès à la première ligne.

### « REFORTE » OU MARKETING POLITIQUE ?

C'est donc au cours des prochaines semaines que nous saurons si le gouvernement veut réellement « refondre » le système de santé tel qu'il le prétend ou s'il ne fait que du marketing politique et n'a qu'une volonté de contrôler davantage notre profession. Des solutions intéressantes et prometteuses ont été proposées, et la Fédération se montre, encore une fois, enthousiaste à les explorer. La balle est donc dans le camp du gouvernement. Pour notre part, nous sommes déjà prêts à collaborer à la table de travail et prêts à innover sur le terrain.

Le 18 février 2022

Le président,  
Dr Marc-André Amyot